

7 Jours *Filpac CGT*

N°17 – vendredi 7 décembre 2012

Directeur de la publication : Marc Peyrade
Rédaction : Jean Gersin / gersin@filpac-cgt.fr

FILPAC CGT : Case 426 – 263, rue de Paris – 93514 Montreuil cedex
Tél. : 01 55 82 85 74 – Fax : 01 55 82 85 67 filpac@filpac-cgt.fr – www.filpac-cgt.fr

L'accord compétitivité-emploi, un sacrifice définitif de la jeunesse ?

Les jeunes, matraqués par un chômage qui en frappe un sur 4, connaissent la galère des stages non rémunérés (le retour à l'esclavage), des CDD à répétition, de la quête sans fin d'un CDI dans un travail correspondant à leur qualification. L'accord rendrait définitive cette situation intolérable et désespérante. Que le Medef se fiche de l'emploi des jeunes, c'est sa nature. A nous, contre cet accord, d'ouvrir les portes de l'emploi à cette jeunesse méprisée et sacrifiée. Avec eux, prenons le parti de l'avenir !

Non à l'accord de la veille de la fin du monde !

Feraient bien de sortir du bureau du Medef, les « négociateurs » de la compétitivité-emploi. Dehors c'est l'hiver social, dont les ministres répètent, façon perroquet, qu'il va durer. La réalité, c'est un taux de chômage des jeunes (15-24 ans) qui a progressé en un an quatre fois plus vite que le taux global, lui-même catastrophique (plus de 10% de la population active). Le tout sur fond d'austérité d'un gouvernement qui se transforme en gourdin permanent.



L'avis des salariés ?

Que leur importe : embastillés dans l'idéologie de la compétitivité, voilà nos négociateurs vedettes, Medef (ce sigle signifie « mouvement des entreprises de France »), CFDT (Confédération française démocratique du Travail), presque d'accord pour conclure le 20 décembre, la veille de la fin du monde. Ce serait bien une fin, mais celle du Code du Travail, des conventions collectives et du CDI. Les Mayas avaient raison... Les salariés ont-ils été consultés ? Et puis quoi encore, se dit-on entre partenaires, qui s'entendent comme larrons en foire.

L'utilisation cynique du chômage

Quel accord ? La Lettre aux salariés, la semaine dernière, en faisait le résumé. Le patronat traduit le mot sacré, « compétitivité », par la condamnation des salariés. C'est leur faute, s'il y a des problèmes. Gagnent trop, les salariés, leurs contrats sont trop rigides, et en plus ils peuvent faire appel à des tribunaux - Prud'hommes en particulier – pour faire valoir leurs droits.

Cette masse de droits sociaux doit être irradiée, atomisée. Le Medef s'appuie sur un seul argument, en fait : le chômage est pour lui une arme dissuasive qu'il utilise pour passer les droits sociaux au hachoir. Sous couvert de compétitivité, le patronat, grand et petit, ne défend que ses intérêts. Au cœur d'une crise qu'il ne sait pas résoudre, il veut obtenir la baisse généralisée des rémunérations pour sauvegarder ses profits, à savoir un partage de la valeur ajoutée favorable aux actionnaires.

L'accord a déjà été passé entre Medef et CFDT en juin 2011 !

Cet accord, s'il voit le jour la veille de Noël, ce serait le petit Jésus en culotte de velours pour le patronat. Car il n'y a pas eu négociation. Juste une pantomime jouée autour du programme du Medef, déjà avalisé en juin 2011 par la CFDT, la CGC et la CFTC par un document intitulé « *Approche de la compétitivité française* ». Qui signifierait désormais : « *Laissez moi licencier et baisser votre salaire et moins indemniser les chômeurs.* » (en Medef dans le texte)

Quelle CFDT ? Celle de Florange ou celle de Berger-Chérèque ?

Edouard Martin, porte-parole CFDT de l'intersyndicale de Florange, nous fait bénéficier jour après jour de son expérience : faire confiance à un gouvernement qui va négocier en secret, en lieu et place des salariés et de leurs syndicats, avec un financier comme Mittal conduit à l'impasse actuelle : trahison du gouvernement, manœuvres du financier Mittal qui ne sait même pas où est Florange. Et qui s'en fout, assis dans son immense château londonien et... sur son tas d'or, estimé à 16 milliards.

Nous sommes solidaires et d'Edouard Martin et de l'intersyndicale de Florange et des salariés de la sidérurgie.

Mais la CFDT ? Elle agit pour que la pseudo-négociation emploi-compétitivité conduise à un marché de dupes: nous devrions faire confiance à la parole des collègues de Mittal, groupés au Medef, et laisser le gouvernement transposer l'accord en loi courant janvier. Le rôle du syndicalisme serait celui d'un médiateur : puisque le patronat veut une flexibilité maîtrisée par lui seul, en finir avec le CDI et la protection juridique, d'accord, dit la CFDT, mais alors il faut des contreparties. « Tu veux mieux licencier ? OK ! Donne-moi de quoi faire passer la pilule dans les entreprises », c'est-à-dire des cacahuètes, un strapontin au conseil d'administration et 4 ou 5 négociations courant 2013, manière de dire à quel point la CFDT est utile, puisqu'elle tient le rôle de complément du syndicat dans un casting déterminé par le Medef, appuyé par le gouvernement.

Ne pas signer, bien sûr ! Mais en revendiquant et en agissant !

Ne pas signer, c'est bien. Encore faut-il le soumettre aux salariés, actifs, chômeurs, retraités. Expliquer les sorcelleries et maléfices de la compétitivité selon le Medef. Agir en conséquence, donc communiquer et revendiquer.

- Nous revendiquons une loi, à l'inverse de celle concoctée dans les couloirs par le gouvernement, qui garantisse aux salariés une protection que le licenciement de droit divin dont dispose aujourd'hui le patronat. La loi doit protéger le faible, pas se mettre au service du fort.
- Nous exigeons l'application de la Constitution contre les monopoles, dont celui de Mittal ou ceux des banques sur la finance publique, entre autres :

Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité.
(Constitution en vigueur, préambule de 1946, point 9)

- Nous sommons le gouvernement d'établir un plan d'initiatives industrielles et de développement sur la base des besoins sociaux, comme le logement, la santé, les équipements collectifs, les ressources énergétiques, l'école...
- L'argent ? La banque est en situation de monopole au point que c'est la finance privée qui prête au gouvernement et qui spéculé contre sa dette. Là est l'argent. Nationaliser ou laisser faire la finance privée ? Il n'y a pas de 3e voie !
- Contre la casse de Presstalis, de ses emplois et de la distribution de la presse en général, contre le monopole des industriels et des financiers sur l'information, qui mènent une entreprise de bourrage de crâne en faveur du programme "compétitivité" du Medef, nous revendiquons une loi fondamentale après des états généraux qui desserrent l'étau libéral qui l'écrase depuis Sarkozy.
- Le Contrat à durée indéterminée doit être la loi.
- Toute entreprise, comme Mittal ou M Real ou Stora Enso, qui lâche une entreprise doit en rendre les clés et se voir interdire toute action bloquant sa reprise sous quelque forme que ce soit.

La mobilisation ne doit pas virer au rituel, mais se fonder sur un plan de reconstruction du rapport des forces

Voilà comme nous comprenons le 13 décembre. Passé les fêtes de fin d'année, si l'accord soutenu par la loi s'applique, l'entreprise va devenir un enfer.

Pour la Filpac CGT il n'y aura ni fin du monde ni fin du Code du travail fin décembre !

A nous tous d'être au rendez-vous de 2013, année de tous les conflits, sur l'emploi, le salaire et la protection sociale.

